

Actualités du Pharo 2021

Session 8 – Santé sexuelle et reproductive Communications invitées



Président de session – **Jean-Paul BOUTIN**

Médecin général inspecteur (en 2^e section), professeur agrégé du Val-de-Grâce, ancien titulaire de la chaire d'épidémiologie et de prévention appliquées aux armées, spécialiste de santé publique. Anciennement Haut conseiller de la santé publique auprès du ministre de la santé et vice-président de la Commission spécialisée des maladies transmissibles. Expert et intervenant lors de nombreuses émergences et épidémies de choléra, rougeole, méningite, Chikungunya, shigellose, fièvre de Crimée-Congo etc. En 2018, le Pr. Jean-Paul Boutin a été élu président du GISPE (Groupe d'intervention en santé publique et en épidémiologie).

Vendredi 8 octobre – 16h00-16h20

Patrick THONNEAU

Université Sédar Senghor – Alexandrie, Egypte

patrick.thonneau@usenghor.org

Docteur en Médecine, spécialiste en gynécologie-obstétrique et en santé publique, directeur de recherche Inserm, Patrick Thonneau a dirigé une unité de recherche hospitalo-universitaire au CHU de Toulouse, le centre collaborateur OMS en reproduction humaine pour les pays africains, puis occupé les fonctions de directeur de l'IRD en Tunisie/Algérie. Depuis 2018, il est le directeur du Département Santé de l'Université Senghor, à Alexandrie (Egypte), et membre du Conseil Scientifique de Santé Publique France.

Avortements provoqués en Afrique : un fléau persistant et majeur sur les décès maternels

[Mots-clés :](#)

[Résumé non parvenu](#)

Vendredi 8 octobre – 16h20-16h40

Florence DELCHER

Fondation Pierre Fabre – Laval, France

florence.delcher@fondationpierrefabre.org

Pharmacienne diplômée de l'Université de Nantes en 2011, Florence DELCHER a très tôt orienté sa carrière dans le secteur de la coopération internationale et de l'humanitaire. Après une première expérience à Haïti en ONG, elle intègre la Fondation Pierre Fabre en 2014 en tant que coordinatrice du programme Master Mékong Pharma à Phnom Penh (Cambodge) puis à Vientiane (Laos). En 2016, elle devient chargée de projets et représente la Fondation Pierre Fabre en Asie du Sud-Est. Elle occupera ce poste, basé à Hanoi, jusqu'en 2019. Après 5 années dans la région du Mékong et une solide expérience acquise sur le terrain, elle intègre le siège de la Fondation en tant que cheffe de projets où lui sont confiées le montage, la mise en œuvre et le suivi des programmes des axes Formation et Accès aux soins pour les populations vulnérables, deux des cinq axes d'intervention de la Fondation Pierre Fabre. Depuis deux ans, elle pilote notamment le projet NENGO, projet de prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles et basées sur le genre en République centrafricaine, mené en

partenariat avec l'équipe du Dr Denis Mukwege (Prix Nobel de la Paix 2018) et co-financé par l'Agence Française de Développement.

Projet NENGO : une initiative internationale d'envergure pour les victimes de violences sexuelles en République centrafricaine

Mots-clés :

Inspiré d'un modèle préconisé et éprouvé en République Démocratique du Congo par le Dr Denis Mukwege, « l'homme qui répare les femmes », Prix Nobel de la Paix 2018, le programme NENGO (« Dignité » en langue Sango) a pour objectif de transformer la souffrance en force chez les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre en République centrafricaine. Fondé sur un transfert de compétences entre les acteurs congolais et les acteurs centrafricains, NENGO a également pour objectif de faire de la sensibilisation et de la prévention auprès des populations. Ce programme de prise en charge globale des victimes est appuyé par l'Agence Française de Développement et mis en œuvre par un consortium de partenaires internationaux, dont la Fondation Pierre Fabre est cheffe de file avec sa double casquette de bailleur et d'opérateur sur le terrain.

NENGO propose aux victimes de Bangui et des provinces un parcours gratuit, coordonné et complet, grâce à la mise en place d'un « Guichet unique » ou « One Stop Center ». Le programme est construit autour de quatre piliers complémentaires :

- Médical : pour soigner les victimes de viols, d'agressions physiques et de problèmes gynécologiques graves (mutilations génitales, fistules, prolapsus).
- Psychologique : pour soutenir les victimes et les aider à dépasser leurs traumatismes.
- Socio-économique : pour accompagner les victimes vers l'autonomisation en les aidant à mettre en place une activité génératrice de revenus ou en leur donnant accès à l'éducation.
- Juridique : pour aider les victimes à obtenir justice.

Vendredi 8 octobre – 16h40-17h00

Hassane NOUHOU

Faculté des Sciences et de la Santé – Niamey, Niger

hnouhou@yahoo.fr

Ancien Ministre de la Santé Publique de la République du Niger, et ancien doyen de la faculté des sciences de la santé à Niamey, Hassan Nouhou est un médecin, enseignant-chercheur, spécialisé en anatomopathologie dont il coordonne la formation du diplôme d'études spécialisées. Il a été président et membre de jury des concours d'agrégation de médecine du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES). Il est le coordonnateur de plusieurs projets de recherche médicale sur le dépistage du cancer du col de l'utérus, et auteur d'article sur ce sujet <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/23420007/>

Dépistage et prise en charge du cancer du col de l'utérus en Afrique de l'ouest

Mots-clés : cancer, col, utérus, dépistage, Niger

Le cancer du col utérin est fréquent, de diagnostic tardif par manque de dépistage régulier dans la plupart des pays africains, pose un problème de santé publique. La connaissance de son histoire naturelle permet de le prévenir par dépistage. Plusieurs méthodes de dépistage existent, dont la plus connue et la plus courante est le frottis cervico-vaginal (FCV), mais relativement onéreux, non accessible à une majorité de femmes à bas niveau économique, vivant surtout en zones rurales. Il nécessite une logistique complexe, une formation avancée pour la pratique technique ; or ces conditions ne sont réunies que dans les grandes villes des pays aux ressources limitées. En 2000, l'OMS et le CIRC en collaboration avec la Fondation BILL et MELIDA GATES lançaient, dans une étude multicentrique, une méthode alternative au frottis : il s'agit d'une Inspection Visuelle du col utérin après application d'Acide acétique 5% (IVA) et de Lugol fort (IVL). Cette méthode apparaît moins

onéreuse, de pratique facile, même en campagne de dépistage de masse. Les résultats de l'examen sont instantanés, basés sur l'aspect du col après application de l'acide acétique 5% et du Lugol. La sensibilité et la spécificité des tests sont d'environ 95%. Une biopsie est éventuellement pratiquée pour examen histologique. Le traitement consiste, selon le résultat histologique, soit en une électrocoagulation ou cryothérapie, une RAD/conisation, une chirurgie radicale ou une radiothérapie. Le Niger et certains pays africains (Burkina Faso, Mali, Guinée Conakry, Congo Brazza) ont participé comme pays pionniers à cette étude multicentrique : formation préliminaire au CIRC (Lyon) de responsables sanitaires des pays.

L'expérience du Niger est présentée. Après la formation en 2001 de deux médecins au Centre international sur le cancer à Lyon, la formation de médecins et d'agents de santé a démarré à Niamey. De 2002 à 2006, près de 4000 femmes ont été dépistées chaque année dans la capitale du pays. Puis de 2006 à 2009 les dépistages du cancer du col ont été étendues dans 6 régions du pays. Au total plus de 22.000 dépistages ont été effectuées. Durant cette période, plus de 700 lésions ont été diagnostiquées dont 26 cas de cancer invasif. Des traitements ont pu être proposées aux femmes dépistées (électrocoagulation, conisation chirurgie et radiothérapie).

Didier EKOUEVI

Université de Lomé, Togo

didier.ekouevi@gmail.com

Médecin épidémiologiste, diplômé de l'Université de Bordeaux où il a obtenu un doctorat en Santé Publique en 2004 et une habilitation à diriger des recherches en 2012. Depuis 2016, il est Professeur de Santé Publique, Chef du Département de Santé Publique à l'Université de Lomé au Togo. Depuis 2017, le Professeur Didier Ekouevi est Directeur du Centre de Formation et de Recherche en Santé Publique de Lomé. Il est également Chargé de Recherche à l'Inserm à l'unité 1219 dans l'équipe des Maladies infectieuses à ressources limitées à l'Université de Bordeaux (France). Il co-préside l'Action Coordonnée Santé publique (AC46) de l'Agence Nationale de la Recherche sur le Sida et les hépatites virales en France. Il est le Président du Conseil Scientifique de la Riposte contre la COVID-19 au Togo. Il travaille depuis une vingtaine d'années sur l'épidémiologie de l'infection à VIH. Ces dernières années ont été consacrées à la recherche sur les populations clés notamment les travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. Ses autres intérêts scientifiques portent sur les questions de santé publique notamment la recherche opérationnelle sur les programmes de VIH dans les pays à ressources limitées.

Impact de la Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive en Afrique

Mots-clés : Covid-19, santé sexuelle reproductive, Afrique

La pandémie de COVID-19 a eu un impact dévastateur sur les systèmes de santé à travers le monde. Elle a également eu un impact sur le plan socio-économique, en limitant les moyens de subsistance et le bien-être de tous.

Le COVID-19 touche les femmes et les hommes différemment. La pandémie aggrave les inégalités chez les femmes et les filles, ainsi que la discrimination chez les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ainsi que d'autres groupes marginalisés.

Depuis le début de la pandémie, les projections des agences des nations unies avertissent d'une limitation sévère de l'accès aux services essentiels de santé sexuelle et reproductive notamment ceux de la planification familiale et des consultations prénatales.

L'ONUSIDA signale une diminution de 5% des consultations prénatales et une diminution de l'accès des mères et des enfants aux services de santé essentiels, ce qui présage une hausse de la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Des projections faites par modélisation signalent qu'une interruption des services de la PTME entraînerait une augmentation spectaculaire des nouvelles infections à VIH chez les enfants en Afrique subsaharienne (162% au Malawi, 139% en Ouganda, 103% au Zimbabwe et 83% au Mozambique).

Partout dans le monde, et particulièrement en Afrique les sages-femmes, les infirmières et les agents de santé communautaire sont indispensables pour contenir le COVID-19, tâche pour laquelle ils ont besoin de formation et d'équipement de protection individuelle. Les grossesses et les accouchements sûrs dépendent de tout ce personnel de santé, d'installations sanitaires adéquates et d'une stricte adhésion au protocole de prévention des infections. Les maladies respiratoires chez les femmes enceintes, en particulier celles attribuables au COVID-19, doivent être traitées en priorité en raison du risque accru de survenue d'issue défavorable de grossesse. Dans le cadre la riposte contre le COVID-19, le maintien des services de soins de santé primaires est essentiel et fait partie intégrante de la stratégie de riposte définie par l'OMS. Les gouvernements doivent donc garantir un accès complet et sans entrave à tous les services de santé sexuelle et reproductive pour toutes les femmes et les filles.